



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Politique de la ville - Attribution de subvention à la MLJ3M - Approbation

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du Contrat de Ville (2015-2020) et pour l'année 2018, il a été proposé aux porteurs de projets de reconduire leur demande de subvention pour les actions financées en 2017. Cette reconduction pouvait être identique au projet initial ou intégrer des modifications à la marge (territoire cible, nombre de personnes concernées, partenariat modifié, budget ajusté...). La demande de subvention dans le cadre de cette reconduction ne pouvait être présentée que sous réserve de la fourniture d'un bilan précis, analysé par les partenaires au regard des résultats de la première année, du croisement avec les autres projets et des nécessités du territoire. Pour rappel la mobilisation des opérateurs associatifs, sur les 12 quartiers prioritaires, concerne 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- La mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

A l'issue de l'instruction partenariale et territoriale, de l'analyse des dossiers au regard des objectifs inscrits au contrat de ville et du bilan intermédiaire du projet, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à la reconduction du projet porté par la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M), spécifiquement sur les quartiers en politique de la ville, à savoir les « commissions insertion et accompagnement ».

Ce projet s'inscrit dans l'axe développement économique - emploi - insertion du contrat de ville et constitue une des actions du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM).

Il vise à coordonner et mettre en synergie une pluralité d'acteurs de terrain intervenant auprès des jeunes des quartiers prioritaires rencontrant des difficultés particulières dans leur insertion professionnelle. L'objectif est de les inscrire dans un véritable parcours d'insertion durable et coordonné.

Actions relatives au pilier Développement Economique et Emploi (Direction du Développement Économique et de l'Emploi)		
Sigle organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2018
MLJ3M (Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole)	Commissions Insertion et Accompagnement	20 000 €
Total financements		20 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi d'une subvention de 20 000 € à la MLJ3M ;
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 936 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que la subvention sera versée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec la MLJ3M,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 6 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Gilbert PASTOR, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-32432-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.